

## **Le massacre de Seddat : les armes chimiques au service de la « lutte antiterroriste » ?**

Algeria-Watch, 31 mai 2006

**Selon des témoins, l'armée algérienne aurait utilisé des gaz toxiques lors de l'assaut final de la grotte de Seddat, le 9 mai 2006.**

L'Algérie est entrée de plain-pied dans la stratégie sécuritaire des États-Unis pour la région du Sahel et la région méditerranéenne. Considérée après les attentats du 11 septembre comme « partenaire clef » dans le cadre de la « guerre globale contre le terrorisme », elle aurait convaincu les Occidentaux par les « succès » de son armée dans son combat contre le terrorisme. Quand on sait que l'armée algérienne n'a pas su – ou plutôt n'a pas voulu – traquer les égorgeurs qui avaient commis les terribles massacres de 1997 et 1998 aux portes d'Alger, dans la zone militaire la plus dense du pays, une telle appréciation ne peut que surprendre. À moins que le rôle attribué à l'Algérie dans les projets hégémoniques américains n'explique cette attitude indulgente face aux abominables crimes commis par l'institution militaire algérienne au nom de la lutte contre le terrorisme, comme le laisse entendre ingénument le quotidien *L'Expression* : « Pour Washington, [...] il y a le fait de surveiller, contrôler, de jour comme de nuit, et, au besoin, intercepter et mettre hors d'état de nuire, tout danger qui peut toucher les États-Unis ou ses intérêts, et qui viendrait de la Méditerranée ou de la bande du Sahel. Or, pour les deux missions, l'Algérie semble aujourd'hui jouir de la totale confiance américaine [\(1\)](#). »

## **La manipulation du terrorisme au service d'une alliance stratégique du pouvoir algérien avec les États-Unis**

Il est vrai qu'en matière de respect des droits humains, les États-Unis n'ont pas de leçons à donner. Et c'est ainsi que les intérêts des deux pays se recoupent à plus d'un titre. L'Algérie participe régulièrement aux manœuvres militaires organisées par les États-Unis, des officiers algériens y sont régulièrement envoyés en formation, les deux pays échangent d'importantes délégations de responsables militaires et il est toujours question – bien que cela soit démenti par les autorités des deux États – de la présence d'une base au Sud de l'Algérie où seraient stationnés plusieurs centaines de militaires américains. Du côté algérien, on est persuadé que « l'Algérie, qui a fait face seule à plus d'une décennie de violences terroristes, a maintenant accumulé une expérience avérée importante, expérience qui peut profiter et profite à plusieurs pays, dont les États-Unis [\(2\)](#) ».

Mais si l'armée algérienne collectionne les bons points pour sa lutte contre le terrorisme, elle se doit sans cesse de le prouver. Malgré toutes les offensives militaires des dernières années, malgré la loi sur la « concorde civile » de 1999, malgré la « charte sur la paix et la réconciliation nationale » de 2005, le nombre des hommes en armes dans les maquis ne semble pas décroître. Depuis des années, il est question de « quelques centaines de terroristes » encore actifs. Les « dernières poches » semblent inexorablement se réalimenter en groupes armés. Pourtant, au plus fort des massacres de civils durant les années 1997-1998, les responsables algériens parlaient déjà des « derniers soubresauts » ou du « dernier quart d'heure » du terrorisme et de l'anéantissement des GIA à qui étaient attribuées ces tueries.

Rappelons-nous qu'à cette période le commandement militaire menait une guerre impitoyable contre le clan présidentiel. Et soudain, une fois que le président Zeroual eut annoncé son intention de démissionner, les GIA ne firent pratiquement plus parler d'eux.

Apparut alors, au moment où l'Algérie devait s'associer à la stratégie globale des États-Unis, le GSPC. C'est avant tout la prise d'otage des touristes européens début 2003 qui permit à ce groupe créé en 1998 d'obtenir une stature internationale. De manière surprenante, une organisation locale kabyle évolua dans un Sahara réputé hostile pour ceux qui n'y sont pas chez eux. Rapidement, des liens entre ce GSPC et la nébuleuse Al-Qaida furent considérés comme établis et, pour couronner le tout, des réseaux qui auraient été liés au GSPC furent régulièrement démantelés en Europe (pour ne citer que quelques exemples : affaire des attentats projetés à Strasbourg en 2000, affaire des dites « filières tchéchènes » en 2001 et 2002, « affaire de la ricine » en Grande-Bretagne en 2002 (3) et affaire du réseau accusé d'avoir préparé des attentats à Orly, dans le métro de Paris et contre le siège de la DST en 2005). Mais curieusement, à chaque fois que ces affaires de terrorisme lié au GSPC furent examinées de plus près, est apparue la manipulation d'agents du DRS, les services secrets algériens – comme cela avait été le cas à propos des attentats du GIA en France en 1995.

Quant aux affaires de terrorisme en Algérie, les manipulations des services secrets algériens ne se comptent plus, et d'innombrables témoignages ont pu être rassemblés attestant du contrôle par des agents du DRS de nombreux groupes du GIA, surtout à partir de la fin de l'année 1994 (et de l'implication de ces groupes, à l'instigation des chefs du DRS, notamment ceux du CTRI de Blida, dans des massacres, en particulier ceux de 1997-1998) (4). Pour de nombreux observateurs, l'infiltration et la manipulation du GSPC par le DRS est également chose entendue (5).

Cela ne signifie pas que des hommes en armes autonomes n'activent plus dans des maquis, mais leur force de frappe est certainement bien loin de ce que veut nous faire croire la propagande officielle. Et surtout, comment croire la fable parfaitement invraisemblable distillée depuis des années par les « correspondants » du DRS dans la presse algérienne, selon laquelle des forces de sécurité comportant des centaines de milliers d'hommes seraient incapables de venir à bout de quelques dizaines (ou centaines ?) de « maquisards » en perdition (aux motifs qu'ils activent dans des « forêts impénétrables » – que l'armée algérienne sait pourtant détruire au napalm quand elle le juge nécessaire – ou dans des « zones sahariennes » mal contrôlées – alors qu'elles sont très faciles à surveiller par voie aérienne).

Car ce qui est certain, en revanche, c'est qu'un « résidu de terrorisme » est très utile au pouvoir algérien pour s'attirer les bonnes grâces de l'Occident afin de se voir conforté, au nom de la lutte antiterroriste, dans son rôle de gendarme régional, intégré à la stratégie militaire états-unienne (et européenne) dans le Sahara et en Méditerranée, visant à enrayer les flux migratoires venant du Sud et à contrôler ces régions riches en hydrocarbures et susceptibles de connaître d'importants mouvements de contestation dans l'avenir. Et le terrorisme « résiduel » est également bien utile pour justifier l'état d'urgence et les lois liberticides : celles-ci permettent de criminaliser la contestation syndicale et les émeutes à répétition qui touchent le pays depuis plusieurs années, alors que les milliards de pétrodollars sont dilapidés dans des projets d'éléphants blancs et, surtout, détournés par les circuits de corruption contrôlés, à leur profit principal, par les généraux d'Alger.

## **La tuerie de la grotte de Seddat : contradictions et manipulations**

C'est dans ce contexte qu'il faut lire les informations publiées par la presse quotidienne algérienne, de mars à mai 2006, selon lesquelles l'armée a mené « l'une des plus importantes [opérations] qui s'inscrivent dans l'histoire de la lutte antiterroriste (6) » dans les monts de Seddat, dans la wilaya de Jijel. On apprend ainsi que, à l'issue de l'encerclement d'une grotte dans laquelle se seraient cachés des terroristes pendant plus de cinquante jours, un premier assaut de « quinze heures » lancé contre la grotte, « du mardi après-midi [9 mai] au lever du jour de mercredi [10 mai] », se serait soldé par la mort de nombreux « terroristes », dont des femmes et des enfants (7). Dans les jours qui suivent, on va y revenir, le nombre de présumés terroristes tués diffère (de dix à cinquante) selon les sources, d'autant plus que certains journaux n'hésitent pas à inclure femmes et enfants dans la catégorie des « terroristes ».

Dans cette affaire, les quotidiens algériens (francophones et arabophones) ont une fois de plus joué le rôle de relais de l'« information sécuritaire », sans se soucier de ses contradictions et invraisemblances. Dans ce cas comme dans bien d'autres, en effet, pour bien décrypter cette presse, il ne faut pas oublier la constante de la très longue tradition de désinformation du DRS, qui remonte au MALG de la guerre de libération (ancêtre de la Sécurité militaire, créée en 1962, rebaptisée DRS en septembre 1990) : les « informations » qu'elle diffuse comportent toujours une part de vérité gênante (en l'occurrence ici, le massacre de femmes et d'enfants) qu'il sera difficile d'occulter totalement, mais qui va être travestie de mensonges divers, et de préférence contradictoires, de façon à instiller le doute et la confusion, et à « dissoudre » cette vérité. Cette stratégie, on le sait, a fonctionné fort efficacement depuis 1992, pour couvrir la barbarie de la « sale guerre » menée par les généraux du DRS et de l'ANP.

On est bien en présence, avec ce nouveau drame, de ce dispositif. Pour en rendre compte, les journaux algériens ne citent en effet que des « sources sécuritaires », qu'ils relaient complaisamment (aucun d'entre eux n'a évidemment mené une vraie enquête sur place, ce qui leur serait de toute façon interdit). Selon ces « sources », l'assaut de la grotte de Seddat serait l'aboutissement d'une vaste offensive, annoncée en grande pompe dès la fin mars 2006, « minutieusement préparée par le commandement militaire opérationnel de la wilaya et un fin travail d'investigations (8) ». Elle aurait été déclenchée suite à l'explosion d'une bombe artisanale ayant blessé six militaires en opération dans les monts Seddat (9). Il est alors question de la présence en ces lieux d'un groupe qui, « affilié organiquement à la zone 6 du GSPC, comprend entre quatre-vingts et cent terroristes, que dirige un certain Abou Omeir Mustapha (10) ». C'est pourquoi a été lancée « cette vaste opération de ratissage nécessitant la mobilisation de milliers de militaires et des centaines de patriotes, soutenus par des unités aéroportées et une armada d'engins (11) ».

Que constate-t-on à la fin de « cette opération rigoureusement étudiée selon un plan d'attaque des plus stratégiques, [...] qui vient répondre aux instructions du général-major de l'Armée nationale populaire, Ahmed Gaïd Salah lui-même, qui avait effectué une visite dans cette région le 27 avril dernier (12) » ? Un massacre ! D'abord, le 11 mai, la presse annonce que l'assaut effectué le 9 mai se serait soldé par la mort de « dix terroristes », parmi lesquels trois femmes et un adolescent de quinze ans (13). Deux des hommes tués seront ensuite présentés par les uns comme des chefs de la phalange « katibat Arrahmane » affiliée au GSPC et parmi eux Abou Omeir Mustapha (14), tandis que d'autres les disent être l'émir et le prédicateur du GSL, Groupe salafiste libre, une scission du GSPC (15) (certains journaux distinguent bien les femmes et l'adolescent tués des terroristes, mais ils affirment qu'ils auraient été utilisés par ces derniers comme « boucliers humains » pour ralentir l'avancée des troupes spéciales (16)).

Puis, le lundi 15 mai, *Liberté* nous apprend que, le samedi 13 : « Les forces de sécurité sont arrivées à hauteur de toutes les issues de la casemate longue de 1 kilomètre et construite sous forme de labyrinthe. C'est en arrivant au seuil de l'une de ces issues que les éclaireurs des forces spéciales feront la macabre découverte de vingt-huit cadavres de terroristes et de leur famille dans un état de décomposition avancée. » Et le journal précise qu'il s'agissait de quatre femmes et vingt et un enfants, ce qui réduit le nombre des présumés terroristes à trois ! Ces personnes auraient été « ligotées à des rochers minés », que les terroristes auraient fait exploser à distance, utilisant leurs propres familles comme « boucliers humains ». Un peu plus loin de ce charnier, les soldats auraient découvert trois autres cadavres de terroristes qui, toujours selon *Liberté*, auraient été liquidés par les leurs au moment où ils allaient se rendre. Le lendemain, quatorze autres corps auraient été trouvés dans une cave de la grotte, mais les journaux ne donnent pas plus de précisions [\(17\)](#).

Quel est donc le vrai bilan de ce massacre ? En recoupant les versions contradictoires des « sources sécuritaires » toujours citées par les quotidiens algériens, il semblerait que cinquante-deux personnes (dont vingt-deux enfants, sept femmes et vingt-trois terroristes présumés) auraient trouvé la mort [\(18\)](#). L'Armée n'aurait tué que six terroristes dans l'assaut final, les autres étant – toujours selon la version officielle – tous morts par la faute de ces mêmes terroristes. Les quatre-vingts à cent terroristes annoncés au début de l'opération, fin mars 2006, n'auraient donc été en réalité que vingt-trois, dont seulement trois ont été identifiés comme faisant partie de groupes armés [\(19\)](#).

## **Des témoignages accablants sur l'usage d'armes chimiques**

Un bien étrange bilan, qui semble surtout montrer que les services du DRS n'ont pas ménagé leurs efforts pour masquer la responsabilité de l'armée dans ce massacre, où la majorité des victimes sont des femmes et des enfants. Toutes les précautions ont été prises afin que la vérité de cette opération reste cachée à l'opinion publique.

Mais Algeria-Watch a reçu plusieurs témoignages d'habitants de la région, scandalisés par ce qu'ils ont vu et qui démentent totalement la version officielle. Des témoignages que nous n'avons évidemment pu vérifier sur place, mais qui semblent très plausibles et qui éclairent les contradictions (et les fragments de vérité) de la version officielle répercutée par la presse algérienne. Selon ces témoignages, le renseignement sur la présence d'hommes en armes et de leurs familles dans cette grotte de Seddat aurait été fourni par un repentir du GSPC qui se serait récemment rendu. Rapidement, les militaires et des miliciens ont encerclé l'endroit et ont découvert un tuyau d'eau qui servait à alimenter la grotte. Les forces spéciales sont arrivées quelques jours après l'interruption de cette alimentation en eau ; et grâce à des détecteurs de bruit, elles ont pu exactement localiser les occupants des lieux.

Pendant plusieurs jours, les autorités militaires et civiles locales seraient venues quotidiennement sur les lieux, appelant les islamistes retranchés à se rendre, afin de bénéficier des dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale (ce qui révèle une autre aberration de la version officielle répercutée par certains journalistes, selon lesquels ces personnes seraient responsables de crimes les excluant d'office du bénéfice des dispositions de la Charte, alors même que les autorités n'étaient pas censées connaître précisément l'identité des occupants). Et l'opération semble effectivement avoir été considérée comme étant d'une grande importance, puisque les témoins confirment la venue du chef d'état-major Gaïd Salah, accompagné de l'attaché militaire de l'ambassade des États-Unis, sur les lieux où se préparait l'assaut final.

Après l'assaut, nos témoins nous affirment que le commandant du secteur militaire de Jijel a interdit aux agents de la protection civile d'entrer dans la grotte avec des téléphones portables munis de caméra et qu'il a menacé de représailles ceux qui divulgueraient des informations sur ce qu'ils ont vu. Cela n'a pas empêché certains d'entre eux de parler discrètement autour d'eux et beaucoup, dans la région, sont désormais au courant de ce qui s'est passé. Qu'ont vu ces hommes au moment de l'évacuation des cadavres ? Ils en ont compté trente-sept, parmi lesquels vingt-deux enfants (dont le plus âgé n'avait pas quatorze ans), neuf femmes et six hommes. *Les corps étaient rigides, pétrifiés dans des positions qui font dire à ces agents que des gaz toxiques ont été à l'origine de leur mort. Ils rapportent par exemple avoir vu une femme assise donnant un biberon à son enfant, avec à ses côtés deux enfants assis, tous les quatre figés dans le mouvement où la mort les a surpris.*

Les témoins ajoutent que les six cadavres d'hommes ont été transportés à la morgue afin d'être identifiés, mais que ceux des femmes et enfants ont été enterrés « sous X » au cimetière de Chekfa [\(20\)](#).

Comme pour réfuter par avance toute accusation d'utilisation de gaz toxique lors de l'assaut de la grotte dans laquelle se trouvaient femmes et enfants, le journal *Liberté* écrit, le 15 mai : « De la bataille de Seddat, qui sera certainement “soldée” dans les prochaines heures, ce qu'il faut surtout retenir, c'est que l'intégrisme garde toujours ce relais psychologique, où l'intox joue un rôle important. Juste après la découverte des vingt-huit cadavres samedi au soir, les relais du GSPC ont tenté de faire circuler l'information selon laquelle l'ANP aurait eu recours à des gaz lors de l'assaut. Seulement, la lutte antiterroriste ne se fait pas à huis clos. »

Or, nous n'avons trouvé aucune trace du fait que le GSPC aurait fait état publiquement de l'utilisation de gaz toxiques. À notre connaissance, sur cette affaire, il existe seulement un « communiqué » du GSPC daté du 17 mai 2006, publié sur son site Web, où le groupe dénonce le massacre des femmes, enfants et invalides qui s'étaient réfugiés dans la grotte de Seddat, « désarmés mais décidés à ne pas se rendre aux autorités militaires » (ce qui est au demeurant parfaitement conforme avec la version officielle du DRS diffusée par la presse algérienne). Ce sont des personnes horrifiées par ce qu'elles ont vu sur les lieux du massacre qui nous ont transmis l'information. Il faut donc se demander si cette mention du journal *Liberté* n'est pas plutôt destinée à dissuader les témoins de ce crime de rapporter ce qu'ils ont vu.

Deux semaines après ce massacre, les autorités algériennes continuaient par voie de presse de justifier cet assaut, en prétendant que « le démantèlement définitif du maquis terroriste de Seddat a permis, selon des sources sûres, d'éviter à Jijel un drame programmé. Le désormais ex-chef de la zone 6 du GSPC était sur place pour confier aux éléments de la phalange Ibad Errahmane la sale besogne de mettre Jijel à feu et à sang à quelques semaines de la saison estivale. Pour la sinistre cause, Abou Oumir avait l'intention de mettre les moyens avec pas moins de quarante mortiers “hebheb” et un mufti, officier exécutif. Heureusement que le système de “veille” du dispositif national de lutte antiterroriste a anticipé le drame [\(21\)](#) ».

L'annonce de ce prétendu projet d'attentat, déjoué à la dernière minute, rappelle le grand classique en la matière des tonitruantes déclarations d'autorités de divers pays occidentaux (un attentat « déjoué » sur le marché de Strasbourg, un autre à Orly et contre le siège de la DST, ou des « attaques chimiques » en France et en Grande-Bretagne), fortement impliquées elles aussi, comme on l'a vu, dans la « lutte antiterroriste ». Au moment des procès des personnes accusées dans ces affaires, persistaient tant de zones d'ombre – notamment sur le rôle joué par divers services secrets – qu'elles furent condamnées sur la base de présomptions plutôt que de preuves.

Le pouvoir algérien, quant à lui, insiste, par le canal de sa presse aux ordres, sur la portée « for export » de cette menace prétendument déjouée : « Avec cette opération, il y a l'espoir de voir disparaître, huit mois après la promulgation de la loi pour la paix et la réconciliation nationale, ce fléau. Pour cela, les services de la lutte antiterroriste croient en l'expérience acquise en quinze ans et celle probablement héritée des anciens combattants de la guerre de Libération, qui participent eux-mêmes à cette opération, vu leur connaissance parfaite des lieux. Après dix ans d'isolement, l'Algérie est aujourd'hui sollicitée par des États puissants, pour la formation de groupes d'intervention spécialisés dans la lutte antiterroriste (22). »

La présence d'un représentant de l'institution militaire américaine sur les lieux où a eu lieu cette attaque au gaz, si elle se confirme, montrerait que la coopération entre les deux pays s'étend au-delà des formations et manœuvres militaires communes.

Plus inquiétant, il semble que le DRS planifie d'autres opérations de cette envergure et de nouveaux cadavres. Comment, en effet, interpréter autrement cet avertissement du quotidien *L'Expression*, le 23 mai : « Une semaine après la fin du ratissage opéré dans les maquis de Jijel, qui s'est soldé par l'élimination de dizaines de sanguinaires, terrés à Seddat dans la région de Chekfa, le commandement de la 5<sup>e</sup> Région militaire vient de déclencher trois opérations de ratissage parallèlement menées dans le maquis dense de Collo, faisant jonction avec les frontières administratives de la wilaya de Jijel. 8 000 soldats ont été mobilisés pour un nettoyage définitif des maquis, des opérations d'une extrême importance auxquelles participent des éléments des unités spéciales, des parachutistes et les forces hélicoptères. »

La Charte pour la paix et la réconciliation nationale de septembre 2005 et ses ordonnances d'application de février 2006 (qui codifient l'impunité pour les forces de sécurité, toutes composantes confondues) interdisent d'évoquer les vrais responsables des crimes de la « tragédie nationale ». Cela signifie que la demande de commission d'enquête indépendante sur les crimes commis en Algérie est passible d'emprisonnement de trois à cinq ans. Cette commission d'enquête est pourtant plus que jamais d'actualité : sous couvert de réconciliation, massacres, disparitions forcées et torture restent la norme du pouvoir des généraux tortionnaires et corrompus.

Notes:

(1) *L'Expression*, 22 avril 2006.

(2) « Le ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui en visite à Washington », *Liberté*, 15 avril 2006.

(3) “Algeria 'fed false information' about terror suspect”, May 24, 2006, [http://news.pipex.com/Pipex/News/Story\\_Page/0,13319,5337\\_1242978,00.html](http://news.pipex.com/Pipex/News/Story_Page/0,13319,5337_1242978,00.html).

(4) Voir Salima Mellah, « Le mouvement islamiste entre autonomie et manipulation », Comité Justice pour l'Algérie, novembre 2004, [http://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier\\_19\\_mvt\\_islamiste.pdf](http://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_19_mvt_islamiste.pdf).

(5) Voir en particulier la bonne synthèse de Jeremy Keenan, “Waging War on Terror : The Implications of America's “New Imperialism” for Saharan Peoples”, *The Journal of North African Studies*, vol. 10, n° 3-4, sept.déc. 2005.

(6) *L'Expression*, 11 mai 2006.

(7) *Liberté*, 11 mai 2006.

- (8) *Le Quotidien d'Oran* , 28 mars 2006.
- (9) *Le Quotidien d'Oran* , 25 mars 2006.
- (10) *Liberté* , 26 mars 2006.
- (11) *Le Quotidien d'Oran* , 26 mars 2006.
- (12) *L'Expression* , 11 mai 2006.
- (13) *Liberté* , 11 mai 2006 ; *L'Expression* , 11 mai 2006.
- (14) *Liberté* , 25 mai 2006.
- (15) *Le Soir d'Algérie* , 16 mai 2006.
- (16) *Liberté* , 15 mai 2006 ; *El Watan* , 15 mai 2006 ; *Le Soir d'Algérie* , 11 et 16 mai 2006 ; *L'Expression* , 11 mai 2006.
- (17) *Le Quotidien d'Oran* , 16 mai 2006 ; *El Khabar* , 16 mai 2006.
- (18) *El Khabar* du 16 mai 2006 donne le chiffre de cinquante et un morts.
- (19) *Le Quotidien d'Oran* (15 mai 2006) donnent les noms de deux des trois hommes, dont celui de l'émir de la phalange Houari Youcef, *alias* Abou Omeir Mustapha. Le lendemain, ce journal insiste une nouvelle fois sur la question de l'identification de ces hommes et avance trois noms qui ne correspondent pas à ceux cités la veille. *El Khabar* (16 mai 2006) indique pour sa part ces noms parmi lesquels ne figure pas l'émir en question.
- (20) Information que l'on retrouve dans *Le Quotidien d'Oran* , 15 mai 2006.
- (21) *Liberté* , 25 mai 2006. *El Khabar* indiquait le 11 mai 2006 que les forces spéciales auraient trouvé trois mortiers de construction artisanale appelés « hebheb ». *L'Expression* du 17 mai 2006 explique que « les criminels ont procédé au dépôt de plusieurs bombes artisanales “hab-hab”, et des explosifs antipersonnel. Une méthode de défense utilisée par des Afghans lors de la guerre contre l'ex-URSS ».
- (22) *L'Expression* , 11 mai 2006.